

OTC

1.Nor Haratch

21 mars 2023

L'appel de Bakou à Erevan. « Il ne faut pas abuser de la présence de la mission d'observation de l'UE sur le territoire de l'Arménie »

Le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères a appelé les autorités arméniennes à « *ne pas abuser de la présence de la mission d'observation de l'Union européenne (UE) pour aggraver la situation.* »

« *La partie arménienne doit cesser d'abuser de la présence de la mission civile de l'UE sur son territoire, un abus dont le but est d'aggraver la situation dans la région et de dissimuler ses propres provocations militaires* », indique le communiqué publié par le ministère azerbaïdjanais.

« *Les dirigeants militaires et politiques de l'Arménie portent la responsabilité de toutes les provocations contre les efforts de l'Azerbaïdjan pour établir la paix dans la région. La présence de la mission de l'UE sur le territoire arménien ne devrait pas être une raison pour qu'Erevan refuse de remplir ses obligations* », souligne le communiqué.

2. Les Nouvelles d'Arménie

21 mars 2023

[Les Etats-Unis veulent contribuer au dialogue arméno-azéri, affirme \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Les Etats-Unis veulent contribuer au dialogue arméno-azéri, affirme Blinken

Dans une conversation téléphonique lundi 20 mars avec le premier ministre arménien Nikol Pachinian, le Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a réaffirmé l'engagement des Etats-Unis à encourager le dialogue entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, dans l'impasse alors que de nouvelles déclarations belliqueuses du président azéri Ilham Aliev font planer la menace d'un génocide sur les Arméniens du Karabagh, soumis depuis plus de trois mois à un blocus de Bakou, comme l'ont souligné lundi les autorités d'Arménie. Dans un message relatif à cet entretien téléphonique posté sur Twitter, Blinken a indiqué que Washington reste déterminé à aider les deux pays du Sud Caucase à parvenir à une « paix durable ». “ La diplomatie est la seule voie vers la paix au Sud Caucase”, a écrit le chef de la diplomatie américaine. “Le Secrétaire Blinken a remercié le premier ministre Pachinian pour l'engagement continu de l'Arménie pour la paix et a encouragé des mesures concrètes dans la recherche de solutions pour les questions en suspens”, a indiqué Vedant Patel, en précisant qu'il avait “réaffirmé le soutien des Etats-Unis à des discussions directes et à la diplomatie dans la perspective d'une paix juste et durable dans le Sud Caucase et a souligné qu'il n'y avait pas de solution militaire”, dans une allusion à peine voilée aux récentes déclarations d'Aliev dans le village de Talysh, dans le Haut-Karabagh, dont l'armée azérie a pris le contrôle à la faveur de la guerre de l'automne 2020. Aliev, qui n'a cessé de répéter que la victoire militaire azérie dans la dernière guerre du Karabagh, avait réglé une fois pour toutes la question du Karabagh, a réaffirmé qu'il ne pourrait y avoir de traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan tant que l'Arménie n'aura pas reconnu que le Karabagh est partie intégrante de l'Azerbaïdjan, en assortissant ces propos de nouvelles menaces

d'offensive militaire. Un communiqué du gouvernement arménien relatif à la même conversation téléphonique a précisé qu'elle avait aussi porté sur le blocus que l'Azerbaïdjan continue à imposer au Karabagh en installant un barrage sur le corridor de Latchine, seule voie d'accès sur le monde extérieur du Karabagh qui subit de ce fait une grave "crise humanitaire". Le communiqué arménien ajoute que Blinken a réitéré l'appel des Etats-Unis à la levée immédiate de ce blocus, qui avait été condamné par une décision de la Cour de justice internationale. Le communiqué indique que Pachinian a exprimé sa préoccupation concernant "la rhétorique de l'Azerbaïdjan, toujours plus agressive ». Les autorités arméniennes ont accusé à plusieurs reprises depuis le début du mois l'Azerbaïdjan de préparer une "nouvelle agression militaire" contre l'Arménie et le Haut-Karabagh et ont appelé la communauté internationale à mettre en œuvre les mécanismes en vue d'empêcher un génocide dans la région. Le 18 février dernier, Blinken avait arbitré des pourparlers entre Pachinian et Aliev en marge de la Conférence internationale sur la sécurité à Munich. A l'issue de cette rencontre, le Département d'Etat américain avait fait savoir que le le président du Conseil de l'Union européenne, Charles Michel, devrait accueillir un nouveau sommet arméno-azéri "dans les prochains jours ". Mais une telle rencontre au sommet n'a toujours pas été annoncée. Louis Bono, un envoyé spécial américain pour les discussions de paix entre Arméniens et Azerbaïdjanais, avait effectué une visite à Bakou et à Erevan en début de mois.

3.Les Nouvelles d'Arménie

21 mars 2023

Au 21^e siècle, un « éco-activiste » azéri menace de massacrer les Arméniens affirme Edmon

Marukyan

L'un des faux éco-activistes azéris qui ont bloqué le couloir de Latchine pendant plus de 3 mois propose de massacrer un Arménien en l'honneur de Novrouz. Edmon Marukyan, ambassadeur de la République d'Arménie, chargé d'affectations spéciales, a répondu à la vidéo diffusée sur Internet, attirant l'attention de la communauté internationale sur les fondements du régime sanguinaire d'Aliev.

« Il ne suffit pas que le régime sanguinaire et ses fantoches affament les 120 000 habitants du Haut-Karabakh. Maintenant, leur pseudo-activiste menace de tuer tous les Arméniens et de boire littéralement leur sang. Sommes-nous vraiment au 21^e siècle ? Y a-t-il un monde civilisé quelque part par ici ? » a écrit Edmon Marukyan sur sa page Twitter.

Krikor Amirzayan

4.Les Nouvelles d'Arménie

21 mars 2023

La Fédération de Russie est prête à promouvoir un accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

La partie russe a exprimé sa volonté de continuer à promouvoir la conclusion d'un traité de paix entre Erevan et Bakou. C'est ce qu'a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'un briefing avec le ministre arménien des Affaires étrangères lundi.

« Nous avons souligné l'importance de formats régionaux plus larges, y compris la plate-forme de conseil 3+3. Entre autres choses, il ouvre des possibilités supplémentaires d'établir un dialogue et de développer la coopération entre les

pays du Caucase du Sud et leurs voisins », a déclaré Lavrov.

Il a noté que, compte tenu du travail important accompli pour débloquer les transports et les liens économiques dans le Caucase du Sud, il s'attend à ce que, dans un proche avenir, les vice-premiers ministres-coprésidents du groupe de travail tripartite soient en mesure de parvenir à des accords concrets.

« Nous défendons l'intensification des activités de la commission sur la délimitation de la frontière arméno-azerbaïdjanaise avec l'aide consultative de la Russie en pleine conformité avec l'accord de nos dirigeants », a déclaré le ministre.

Lavrov a déclaré que la partie russe soutenait la position du Premier ministre arménien et de Nikol Pashinyan sur la nécessité d'un dialogue entre l'Artsakh et l'Azerbaïdjan.

« Nous soutenons la position exprimée en temps voulu par le Premier ministre Nikol Pashinyan, soulignant qu'il part du fait que les garanties de sécurité aux résidents du Karabakh, garantissant que leurs droits devraient être décidés par les représentants du Karabakh et de Bakou. Nous encourageons les parties à le faire, l'Arménie s'y intéresse également », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre arménien des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan.

Lavrov a noté qu'il est important de comprendre la qualité de ces accords.

À titre d'exemple, le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie a cité les accords de Minsk, qui stipulaient que les résidents de la partie orientale de l'Ukraine devraient avoir des droits sur leur langue maternelle, éduquer les enfants dans leur langue maternelle, vivre et travailler en utilisant cette langue, préserver la culture, leur religion, la possibilité d'autonomie locale et certains liens économiques

« Je pense qu'à peu près le même ensemble de droits sera nécessaire pour les Karabakhis », a déclaré le ministre, notant que tout dépend de la qualité de l'exécution des contrats.

Sergueï Lavrov a déclaré qu'une nouvelle date pour la réunion trilatérale des ministres des Affaires étrangères de la Russie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan

serait bientôt choisie.

« Nous en avons parlé aujourd’hui » (20 mars), a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères lors d’une conférence de presse à la suite de pourparlers avec le ministre arménien des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan.

Lavrov a également ajouté qu’il avait déjà obtenu un accord pour tenir une réunion avec toutes les parties.

« Dans un proche avenir, nous verrons quelles dates conviennent aux trois ministres », a-t-il conclu.

Plus tôt, Lavrov a déclaré que les déclarations tripartites des dirigeants de la Russie, de l’Arménie et de l’Azerbaïdjan restent la clé de la stabilisation du Haut-Karabakh. Il a également noté qu’il est parvenu à un accord avec Mirzoyan sur la façon de ramener la situation au Karabakh à la normale.

Le chef de la diplomatie russe a également affirmé lundi que les Etats-Unis et l’Union européenne voulaient « séparer » la Russie du Caucase du Sud, en essayant de s’« imposer » dans les négociations de paix entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan.

« Nous voyons parfaitement les objectifs de l’Occident dans le Caucase du Sud, il ne les cache pas et il le dit, c’est de séparer la Russie » de la région, a déclaré lundi Sergueï Lavrov, tout en l’accusant d’essayer de « saper l’architecture sécuritaire » dans cette partie du monde.

Sergueï Lavrov a également reproché à Bruxelles et à Washington de vouloir « imposer leur mainmise » sur les négociations entre l’Azerbaïdjan et l’Arménie.

5.Les Nouvelles d’Arménie

21 mars 2023

[La Russie remise en selle dans les discussions de paix arméno-azéries - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

La Russie remise en selle dans les discussions de paix arméno-azéries

Dans le processus de paix arméno-azéri, la Russie semblait avoir été reléguée à l'arrière-plan par les autorités d'Arménie, qui avaient fait appel à une mission d'observation de l'Union européenne plutôt qu'à celle de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), une alliance militaire dirigée par la Russie dont l'Arménie est membre. Déçus par le manque de solidarité de l'allié russe, qui n'a pas déployé les efforts nécessaires selon eux pour faire lever le blocus imposé depuis plus de trois mois par Bakou aux Arméniens du Karabagh, les dirigeants arméniens semblaient avoir fait le choix d'un processus de paix sous médiation des Occidentaux, et en invoquant le blocus du Karabagh par les Azéris, ils provoqueront l'annulation d'une rencontre trilatérale prévue fin décembre entre les ministres des affaires étrangères de Russie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie, suscitant la rancœur tenace du chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, qui en voudra durablement au premier ministre arménien Nikol Pachinian pour avoir fait capoter le processus de dialogue sous médiation russe que Poutine s'était employé à relancer, en réunissant en sommet à Sotchi le 31 octobre Pachinian et le président azéri Ilham Aliev. Pachinian était allé jusqu'à remettre en cause en début d'année l'alliance traditionnelle avec la Russie, qu'il tenait pour une menace pour la sécurité de l'Arménie, tout en critiquant l'attitude des forces de paix russes stationnées au Karabagh, dont elles seraient les « témoins muets » de l'anéantissement. Depuis peu, on constate toutefois une volonté de l'Arménie de modérer ses critiques à l'encontre de la Russie, à l'aune peut-être des doutes que suscitent les encouragements des Occidentaux au processus de paix arméno-azéri à Erevan, où l'on a modérément apprécié les dernières déclarations de l'envoyé européen en charge du Sud Caucase, Toivo Klaar, qui a renvoyé dos à dos Arméniens et Azéris dans l'affaire du blocus du corridor de Latchine. Malgré les engagements réitérés du Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken à soutenir le dialogue arméno-azéri et ses appels à la levée du blocus, le sommet qu'il avait annoncé entre Pachinian et Aliev sous l'égide du président du Conseil européen Charles Michel n'a toujours pas été inscrit à l'ordre du jour. En revanche, le ministre arménien des affaires étrangères arménien Ararat Mirzoyan effectuait

une visite à Moscou où il rencontrait son homologue russe Lavrov qui déplorait à cette occasion les tentatives de l'Occident de saper les relations arméno-russes et de nuire aux efforts de paix russes dans le Sud Caucase et plus précisément au Karabagh, où les Arméniens saluent désormais l'attitude des soldats de la paix russes qui acheminent une aide devenue vitale après trois mois de blocus. Dans ce contexte, le président du Parlement arménien Alen Simonian, un proche allié politique de Pachinian, a jugé utile de souligner lundi 20 mars que la Russie continue à jouer un rôle central dans les pourparlers de paix arméno-azéris. Simonian a indiqué que l'Arménie et l'Azerbaïdjan utilisent toujours Moscou comme leur principal canal de communication sur le traité de paix bilatéral en cours de discussion. "Les propositions concernant le traité sont échangées à travers différents canaux, mais le principal canal d'échange passe par la partie russe ", a déclaré le responsable arménien devant les journalistes, en ajoutant : "La Russie reste le principal acteur ". Il a néanmoins précisé qu'"il y a aussi des initiatives venues des Etats-Unis, qui sont aussi actives, ainsi que de la France". Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev et le premier ministre arménien Nikol Pachinian s'étaient rencontrés la dernière fois le 18 février pour un tour de pourparlers sous la médiation d'Antony Blinken, en marge de la Conférence sur la sécurité de Munich. C'est dans ce cadre que le Secrétaire d'Etat américain avait annoncé un prochain sommet Aliyev-Pachinian sous l'égide de Charles Michel, censé se tenir « dans les prochains jours » et qui se fait toujours attendre. La compétition est féroce depuis la guerre en Ukraine entre l'Occident et la Russie qui avaient collaboré pendant près de trois décennies en vue d'un règlement du conflit du Karabagh à la tête du Groupe de Minsk de l'OSCE, désormais caduc. Depuis lors, Moscou n'a cessé d'accuser l'Occident de chercher à profiter du conflit en Ukraine pour prendre la main dans le processus de paix au Karabagh et au-delà, pour chasser la Russie du Sud Caucase. Aliyev a déclaré ce weekend qu'il ne signerait pas de traité de paix avec l'Arménie tant que celle-ci n'aura pas reconnu que le Karabagh fait partie de l'Azerbaïdjan et n'aura pas accepté les conditions de Bakou concernant la démarcation de la frontière arméno-azérie. Les Arméniens ne vivront pas en paix sur le 29 000km² en l'absence d'un tel accord, a martelé le président azéri depuis le village de Talish, dans le Haut-Karabagh, dont l'armée azérie avait chassé les habitants arméniens durant la guerre du Karabagh de l'automne 2020. Le ministère arménien des affaires étrangères a répondu en accusant l'Azerbaïdjan de revendiquer la totalité du territoire de l'Arménie et de "tout faire pour que la paix soit impossible dans la région". Il a une fois encore affirmé que Bakou préparait une "nouvelle agression militaire" contre l'Arménie

et le Karabagh. Simonian a souligné qu'en dépit des dernières menaces proférées par Aliev, les pourparlers arméno-azéris sur un traité de paix n'étaient pas dans l'impasse. "Mais cela n'a pas de caractère dissuasif sur de nouvelles provocations de l'Azerbaïdjan", a ajouté le président du Parlement arménien.

6. Les Nouvelles d'Arménie

21 mars 2023

ARTSAKH : « Nous sommes tous des Arméniens »

Lundi 20 mars, Europe1

□Ce qu'il se profile dans le Haut-Karabagh, c'est la récurrence d'un crime contre l'humanité dans l'indifférence générale [...] Les Arméniens jouissent de la solidarité des peuples, mais souffrent des raisons d'État des gouvernements.□

[ARTSAKH : « Nous sommes tous des Arméniens » - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

Philippe Val

Le 16 mars, Philippe Val avait assisté à la réunion des intellectuels au Sénat en soutien à l'Artsakh. Chaque lundi dans la matinale de Dimitri Pavlenko, il livre son regard sur l'actualité.

7. Le courriel d'Erevan

17 mars 2023

Une Cité industrielle sera construite en Arménie après la Cité d'ingénierie - Bagrat Yengibaryan

La Cité de l'ingénierie devrait être achevée en mai 2024, nous ne sommes donc pas très en retard sur le calendrier. C'est ce qu'a déclaré Bagrat Yengibaryan, directeur de la Fondation de l'incubateur d'entreprises.

Il a ajouté que les travaux avaient été suspendus en 2020 pour des raisons bien connues : de nombreux ingénieurs étaient partis à la guerre et beaucoup travaillaient sur des commandes militaires. L'infrastructure de la ville est maintenant prête, les routes ont été raccordées et l'une des organisations a déjà commencé à construire ses logements.

Qu'est-ce que la Cité d'ingénierie ?

« La Cité de l'ingénierie est une nouvelle approche pour l'Arménie. Après notre succès dans le domaine des technologies de l'information, nous avons décidé de développer l'ingénierie. Nous mettons en œuvre ce modèle dans plusieurs domaines : les voitures sans pilote, l'espace, les communications (5G et 6G) et la microélectronique (appareils intelligents) », a déclaré Bagrat Yengibaryan.

Le modèle de la cité est conçu sur la base d'une coopération entre le secteur public et le secteur privé. Environ 10,5 millions de dollars ont été introduits par l'État et 20 millions de dollars par le secteur privé. Le programme est financé par la Banque mondiale et le gouvernement arménien. Selon le directeur de la fondation, 11 organisations ont rejoint le projet dans sa première phase. La première étape s'est achevée il y a 3-4 ans et a été couronnée d'un succès non seulement quantitatif mais aussi qualitatif. Le bâtiment qui abrite le bureau de l'incubateur d'entreprises est le premier accélérateur et accueille aujourd'hui 20 entreprises, dont la plus importante, National Instruments, une société de R&D de premier plan non seulement aux États-Unis mais aussi en Europe. À partir du printemps, l'Incubateur d'entreprises commencera la construction de son nouveau bâtiment, car celui-ci sera entièrement repris par National Instruments.

Selon Bagrat Yengibaryan, la deuxième phase de la Cité d'ingénierie a débuté en 2018. « L'idée est de permettre aux organisations d'ingénierie de remplacer une pièce de ce bâtiment par un bâtiment entier car, contrairement aux entreprises informatiques, elles disposent d'outils et d'équipements qui nécessitent de l'espace. Vingt-deux organisations ont déjà rejoint le projet et chacune d'entre elles disposera de son propre bâtiment basé sur une conception unique. Les bâtiments seront équipés de laboratoires et de machines communes que toutes les entreprises pourront utiliser », a-t-il déclaré, ajoutant que l'équipement est coûteux et que les entreprises résidentes de la Cité d'ingénierie l'utiliseront gratuitement, tandis que les autres entreprises paieront pour son utilisation.

Ville d'ingénierie et éducation

Le troisième domaine important est celui de la formation. Alors que dans le domaine des technologies de l'information, un spécialiste moyen peut être formé en 6 à 12 mois, dans le domaine de l'ingénierie, il faut compter 2 à 3 ans, car des connaissances plus fondamentales sont requises. Le candidat doit avoir de bonnes connaissances en physique, en mathématiques, en science des matériaux et en chimie.

« Nous organisons également des cours de premier et de deuxième cycle en collaboration avec les universités. En outre, un centre de formation sera installé dans une partie de la cité », a déclaré Bagrat Yengibaryan.

Dans le cadre d'un autre programme éducatif, 10 000 enfants doivent être formés en cinq ans et 7 000 d'entre eux doivent être employés. « Nous ciblons les jeunes de 15 à 29 ans. Le personnel sera formé dans trois domaines : la haute technologie (70 %), la technologie agricole (25 %) et l'hôtellerie (5 %). L'ensemble du programme sera mis en œuvre dans les régions », a-t-il déclaré.

Cité industrielle

Dans un troisième temps, une ville industrielle est prévue, car une fois le prototype obtenu, il faudra mettre en place une production de masse. « Contrairement à l'informatique, dont le produit peut être vendu même s'il est prêt à 20 %, dans l'ingénierie, il faut montrer au client le produit fini. Dans ce dernier cas, il faut donc plus d'argent et de temps. Nous aidons ces entreprises à attirer les investissements. Nous cherchons à développer un domaine qui présente toutes les conditions nécessaires pour obtenir de grosses commandes »,

a-t-il déclaré.

Bagrat Yengibaryan a expliqué que, ces dernières années, l'Incubateur d'entreprises a accordé une grande attention à la science, car elle permet de prendre des commandes coûteuses. L'Arménie, a-t-il dit, est l'endroit idéal pour les commandes et les solutions coûteuses.

« Un travail coûteux signifie qu'il est difficile. Les commandes bon marché sont prises par les Indiens et les Chinois et il nous est difficile de les concurrencer dans la gamme des prix. En d'autres termes, nous prenons en charge des tâches complexes, et plusieurs entreprises peuvent prendre en charge la même tâche. En ce moment, une entreprise de construction de machines a passé une très grosse commande de véhicules sans pilote, et cette commande est prise par plus d'une entreprise : sept entreprises se sont unies pour pouvoir prendre la commande », a déclaré Bagrat Yengibaryan.

Le directeur de la fondation a ajouté qu'il y avait de la place dans la Cité de l'ingénierie pour les petites et les grandes entreprises. Selon son expression figurée, « ce sera un délicieux déjeuner mixte, comme le bortsch, comme le tolma d'été ». Un écosystème si particulier, où chacun a sa propre saveur et son propre goût, et où l'ensemble forme un bouquet intéressant.

« Et cette zone est en cours d'amélioration, nous avons un musée où les écoliers viennent avec plaisir. Nous voulons que les habitants de Bagrevand (où se trouve la ville) se promènent ici et disent à leurs enfants : regardez, vous grandirez et vous travaillerez ici », a-t-il déclaré.

Bagrat Yengibaryan a ajouté que l'objectif principal est de montrer qu'une telle chose peut être créée en un seul endroit, et qu'ensuite l'idée se répandra dans toute l'Arménie, comme ce fut le cas avec la création d'un incubateur.

Pourquoi les technologies de pointe développées par les entreprises arméniennes ne sont-elles pas utilisées dans la vie quotidienne en Arménie ?

Selon Bagrat Yengibaryan, il existe deux modèles pour les pays. Le premier consiste à créer d'abord pour soi et à apporter ensuite la technologie sur les marchés étrangers (modèle estonien), et le second consiste à créer d'abord pour le marché étranger et ensuite seulement pour soi (modèle arménien).

« Le second modèle était plus proche de nous en raison de l'importance de la diaspora, qui représente 70 % de notre secteur des technologies de l'information », a-t-il déclaré. Le spécialiste a expliqué que le secteur technologique a le premier impact tangible sur les revenus et les emplois. Le secteur technologique est le leader des autres secteurs en termes de salaires et de valeur ajoutée créée.

« Les salaires de ces professionnels restent dans le pays, affectent les recettes budgétaires de l'État et créent un effet multiplicateur pour le secteur des services. En outre, le développement du secteur technologique a un impact très important sur l'image du pays », a-t-il déclaré.

Néanmoins, selon le responsable de la fondation, certaines technologies développées par nos spécialistes ne seront jamais mises en œuvre en Arménie, car le pays doit disposer de géants industriels et d'un marché intérieur développé pour ces technologies. Mais l'Arménie va dans l'autre sens : la technologie dans des domaines non technologiques, dans l'agriculture, le textile et la production alimentaire, etc. Dans un avenir proche, la Fondation annoncera l'octroi de subventions aux femmes entrepreneurs pour qu'elles mettent en œuvre des solutions technologiques innovantes dans leurs entreprises.

8.Le courriel d'Erevan

21 mars 2023

[Lavrov à boulets rouges sur l'Occident \(courrier.am\)](#)

Lavrov à boulets rouges sur l'Occident

À l'issue des entretiens entre Ararat Mirzoyan et Sergeï Lavrov le 20 mars, le ministre russe des Affaires étrangères a fait part de ce qu'il considérait comme des obstacles au règlement pacifique de la situation dans le Sud-Caucase et en a clairement désigné les responsables.

Par Olivier Merlet

« Les États-Unis, l'Union européenne, l'Alliance de l'Atlantique Nord. Dans l'ensemble, ils se livrent à ce que j'appellerais des « razzias diplomatiques » : ils essaient de "soumettre" les accords trilatéraux entre la Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, d'imposer leur "curatelle" à tout ce travail, sapant directement les principes clés des documents qui impliquent la participation active de la Fédération de Russie dans la résolution des problèmes [...] et l'assistance aux parties dans la signature d'un traité de paix ». La déclaration du ministre russe des Affaires étrangères n'est pas réellement une nouveauté et reprend les éléments de langage adoptés par son administration depuis plusieurs semaines pour dénoncer ce qu'elle assimile à des tentatives d'ingérence dans les affaires de la Russie au Sud-Caucase.

Cette fois, par contre, c'est très précisément à l'Arménie que Sergeï Lavrov fait allusion : *« Nous assistons à des tentatives non déguisées de la part des pays occidentaux de quereller la Russie et l'Arménie (appelons un chat un chat), de saper l'architecture de sécurité régionale, en pensant et en se souciant à la fois non pas des intérêts des pays situés ici, mais de leur propres intérêts et situation géopolitique ».* Pour lui, faisant référence à *« tous les accords tripartites conclus entre les présidents de la Russie et de l'Azerbaïdjan et le Premier ministre arménien, seule leur pleine mise en œuvre et celle des aspects des ententes concernant le corridor Lachin peut « régler » la situation actuelle. C'est exactement ce que nos Casques bleus font maintenant [...] J'espère que toutes les parties comprendront que cette disposition, comme toutes les autres de la déclaration tripartite, doit être mise en œuvre par tous et ensemble. Chaque partie a ses propres obligations ».*

À la question d'un journaliste qui estimait que le public arménien attendait des déclarations ciblées de son allié russe, dans le contexte actuel et extrêmement tendu de ses relations avec et entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, Sergeï Lavrov n'a pas mâché ses mots en désignant à propos à peine voilés, qui, à ses yeux, en portait la responsabilité. *« Nous devons toujours chercher des moyens de concilier les parties et d'équilibrer les intérêts. C'est exactement ce que la Russie a fait en tant qu'alliée de l'Arménie et en tant que partenaire stratégique de l'Azerbaïdjan, lorsqu'elle a mis fin aux hostilités en 2020. [...] tout le monde sait*

qu'il y avait une possibilité de parvenir à un cessez-le-feu plus tôt mais qui n'a finalement pas eu lieu. Laissez [les historiens] étudier comment tout cela s'est passé ».

De même, sur la prise de distance de l'OTSC vis-à-vis de l'Arménie telle que Nikol Pashinyan l'évoquait lors de sa conférence de presse la semaine dernière, le chef de la diplomatie russe a fait valoir qu'effectivement, « *l'Arménie n'a pas refusé de signer la décision de déployer la mission de l'OTSC. Elle a fait l'objet de nombreuses heures de négociations à la veille du sommet de l'OTSC à Erevan présidé par Ararat Mirzoyan le 23 novembre 2022. Tous les ministres l'ont acceptée. Il ne reste plus qu'une petite chose : que les chefs d'État et de gouvernement apposent également leur signature. Cette possibilité demeure, l'OTSC est prête pour cela ».*

9.Armenpress

21 mars 2023

Le Premier ministre a reçu la délégation du groupe d'amitié Allemagne-Caucase du Sud

EREVAN, 21 MARS, ARMENPRESS: Le Premier ministre Nikol Pashinyan a reçu, aujourd'hui, les membres du groupe d'amitié Allemagne-Caucase du Sud du Bundestag allemand, dirigés par la Vice-présidente du groupe, Tabea Rößner. Information du service de presse du cabinet du Premier ministre.

Le Premier ministre a indiqué que l'Arménie attache de l'importance au partenariat avec l'Allemagne, et la visite de la délégation du Bundestag en Arménie, peu après sa visite en Allemagne les 2 et 3 mars, témoigne de l'évolution dynamique des relations entre les deux pays. Nikol Pashinyan a qualifié sa visite en République fédérale d'Allemagne d'efficace et a indiqué qu'il était revenu de Berlin avec des impressions chaleureuses.

Selon Tabea Rößner, la visite des parlementaires du Bundestag en Arménie est une expression de la poursuite d'un dialogue efficace, dans le cadre duquel ils ont déjà eu des réunions avec leurs partenaires parlementaires et des représentants du gouvernement.

Les interlocuteurs ont souligné le rôle des liens interparlementaires dans le développement de la coopération entre l'Arménie et l'Allemagne et ont discuté des questions à l'ordre du jour bilatéral.

Le Premier ministre a évoqué les réformes mises en œuvre dans notre pays, les indicateurs économiques élevés enregistrés et a souligné l'importance du soutien de l'Union européenne et de l'Allemagne à l'agenda démocratique de l'Arménie. Nikol Pashinyan a souligné que la protection des droits de l'homme, la mise en place d'un système judiciaire indépendant, la lutte contre la corruption et la garantie de la transparence sont des priorités pour le gouvernement, et notre pays progresse sur la voie d'un niveau élevé. Tabea Rößner a indiqué que l'Allemagne accompagnera l'Arménie sur cette voie. Les questions liées à la promotion de l'implication des femmes et à la coopération dans les domaines des énergies renouvelables et de l'environnement ont également été abordées.

Les parties ont échangé des vues sur la situation régionale, les défis en matière de sécurité et l'agenda de la paix. Dans ce contexte, le Premier ministre a souligné le rôle de la mission d'observation à long terme de l'UE.

Les discussions ont porté sur la crise créée au Haut-Karabagh par le blocus illégal du corridor de Latchine par l'Azerbaïdjan. En termes de règlement du conflit, la réponse cohérente et adaptée de la communauté internationale, la mise en œuvre de la décision de la Cour internationale de justice publiée le 22 février de cette année par l'Azerbaïdjan ont été mises en exergue.

10.Les Nouvelles d'Arménie

22 mars 2023

Aliev rejette les appels des États-Unis en faveur de la levée du blocus routier du Karabakh

Lors d'un appel téléphonique avec le secrétaire d'État américain Antony Blinken, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev aurait rejeté, mardi 21 mars, les appels des États-Unis à mettre fin au blocus de trois mois de l'unique autoroute reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie. « Le secrétaire d'État Blinken a encouragé la recherche de solutions aux questions en suspens et a souligné qu'il n'y avait pas de solution militaire », a déclaré Vedant Patel, porte-parole du département d'État américain. "Il a réaffirmé l'importance de la réouverture du corridor de Latchine aux véhicules commerciaux et privés.

Selon un compte rendu officiel azerbaïdjanais de l'appel, M. Aliev a de nouveau affirmé que le corridor n'était pas bloqué par des manifestants soutenus par le gouvernement azerbaïdjanais et a qualifié les informations contraires de « propagande arménienne mensongère ». Il a déclaré que les forces de maintien de la paix russes et le Comité international de la Croix-Rouge avaient escorté des milliers de véhicules sur cette route au cours des trois derniers mois. Aliev a de nouveau accusé l'Arménie d'envoyer du personnel militaire et des armes au Karabakh et a déclaré qu'un point de contrôle azerbaïdjanais devait être mis en place sur le corridor.

Erevan a rejeté ces demandes, affirmant qu'elles allaient à l'encontre des termes du cessez-le-feu conclu sous l'égide de la Russie, qui a mis fin à la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 2020. L'Arménie a également nié catégoriquement toute fourniture militaire au Karabakh.

Les États-Unis ont demandé à plusieurs reprises à Bakou de lever le blocus routier qui a provoqué de graves pénuries de nourriture, de médicaments et d'autres produits essentiels au Karabakh. L'ambassadrice américaine à Erevan, Kristina Kvien, a tenu à visiter un poste de contrôle frontalier arménien menant au corridor de Latchine au début du mois. « Le corridor de Latchine devrait être ouvert immédiatement », a tweeté Kristina Kvien lors de son voyage.

M. Blinken a téléphoné à M. Aliev un jour après s'être entretenu avec le Premier

ministre arménien, Nikol Pachinian. Il a déclaré aux deux dirigeants que Washington restait déterminé à aider les deux pays du Caucase du Sud à parvenir à une « paix durable ».

Le diplomate américain a organisé et servi de médiateur lors de la dernière rencontre entre M. Aliev et M. Pachinian, qui s'est tenue à Munich le 18 février. Louis Bono, envoyé spécial des États-Unis pour les pourparlers de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, s'est ensuite rendu à Bakou et à Erevan. Dans une interview accordée le 7 mars au service arménien de RFE/RL, Bono a précisé que les États-Unis n'envisageaient pas d'imposer des sanctions à Bakou en raison du blocus.

Lors de sa conversation téléphonique avec M. Blinken, N. Pachinian s'est dit préoccupé par « la rhétorique de plus en plus agressive de l'Azerbaïdjan ». Lui-même et d'autres responsables arméniens ont accusé à plusieurs reprises ce mois-ci l'Azerbaïdjan de préparer une « nouvelle agression militaire » contre l'Arménie et le Karabakh. Mardi, Aliev a critiqué la partie arménienne pour l'augmentation des violations du cessez-le-feu signalées dans la zone de conflit au cours des dernières semaines.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200.

11.Les Nouvelles d'Arménie

22 mars 2023

[Revue de la presse arménienne du 17 au 21 mars 2023 - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

Revue de la presse arménienne du 17 au 21 mars 2023

Situation sécuritaire/ Le 20 mars le ministère arménien de la Défense a réfuté la déclaration du ministère azerbaïdjanais de la défense selon laquelle des tirs

avaient eu lieu en direction des positions azerbaïdjanais déployés dans la partie sud-est de la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

Le 21 mars le ministère arménien a annoncé qu'un soldat arménien aurait par erreur traversé le territoire contrôlé par les Azerbaïdjanais après s'être perdu dans le brouillard.

Blocus du corridor de Latchine/ Depuis 12 décembre 2022 le corridor de Latchine reliant l'Arménie au Haut-Karabagh est bloqué par « un groupe d'activistes environnementaux » azerbaïdjanais.

Le 21 mars, l'Ombudsman du Haut-Karabakh a publié un rapport ad hoc sur les violations des droits de l'homme individuels et collectifs à la suite du blocus de 100 jours du Haut-Karabagh par l'Azerbaïdjan.

Le 21 mars l'ambassadeur itinérant d'Arménie a publié une vidéo qui montre l'un des « éco-activistes » du corridor de Latchine menaçant de « massacrer » les Arméniens en disant : « Nous allons bientôt massacrer un Arménien pour Norouz ici et ajouterons son sang sur le kebab ».

Les représentants de la population arménienne déplacée du Haut-Karabagh ont publié une déclaration le 20 mars, notant que des dizaines de milliers d'Arméniens sont aujourd'hui privés de leur droit de vivre sur leur terre natale en raison de la guerre des 44 jours de 2020 et des déplacements forcés effectués par l'Azerbaïdjan. « Nous demandons au Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, d'organiser, de surveiller et d'assurer le retour de la population arménienne déplacée des territoires sous contrôle azerbaïdjanais, ainsi que de soutenir l'introduction de garanties internationales efficaces et applicables pour la sécurité des rapatriés, y compris le déploiement des forces de maintien de la paix »- est indiqué dans la déclaration.

Réactions du ministère arménien des Affaires étrangères sur le discours du Président d'Azerbaïdjan/ Le Président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a adressé un message au peuple azerbaïdjanais à l'occasion de Novruz dans le village de Talish, « (...) Malheureusement, l'Arménie n'a pas encore tiré les leçons de la deuxième guerre du Karabakh. Parce que nous voyons que des forces revanchardes se sont levées en Arménie. Des revendications territoriales contre l'Azerbaïdjan et les terres azerbaïdjanaises sont toujours présentées en Arménie. Nous avertissons les dirigeants arméniens de s'abstenir de ces sales actes. Nous avertissons également certains pays qui soutiennent l'Arménie d'ici, depuis le village libéré de Talish, d'arrêter ces sales actions. Aucune force extérieure ne

peut briser la volonté de l'État et du peuple azerbaïdjanais. (...) Il y a une condition pour qu'ils vivent confortablement sur une superficie de 29 000 kilomètres carrés - l'Arménie doit accepter nos conditions, reconnaître officiellement le Karabakh comme territoire de l'Azerbaïdjan, signer un traité de paix avec nous et effectuer des travaux de délimitation selon nos conditions. Ce n'est que dans ces circonstances qu'ils peuvent vivre confortablement sur une superficie de 29 000 kilomètres carrés, ce qu'ils veulent maintenant. Si l'Arménie ne reconnaît pas notre intégrité territoriale, nous ne reconnâtrons pas non plus leur intégrité territoriale (...) ».

Le ministère arménien des Affaires étrangères a réagi aux déclarations d'Aliyev en déclarant : « À Talish ainsi que dans d'autres régions dépeuplées par la guerre de 44 jours, l'Azerbaïdjan met ouvertement en œuvre des programmes de réinstallation dans le but d'éliminer la trace arménienne des territoires du Haut-Karabakh qui sont passés sous son contrôle. Au début des années 1990, la région de Shahumyan, la sous-région de Getashen et d'autres localités à forte population arménienne ont subi le même sort (...) L'évaluation du ministère des Affaires étrangères de la République d'Arménie est claire : par son discours et ses actions agressifs, l'Azerbaïdjan se prépare à soumettre les Arméniens du Haut-Karabakh à un génocide et à lancer une nouvelle agression contre l'Arménie ».

Entretien entre les ministres russe et arménien des Affaires étrangères/ Le ministre arménien Ararat Mirzoyan qui était en Russie pour une visite de travail s'est entretenu avec son homologue russe Sergeï Lavrov. Une conférence de presse conjointe a suivi la réunion, lors de laquelle les deux ministres ont répondu aux questions des journalistes. Le ministre arménien a indiqué que l'Arménie compte sur le soutien de la Russie pour envoyer une mission d'enquête internationale au Haut-Karabakh en déclarant : « La participation internationale est nécessaire pour la prévention du génocide, une mission d'enquête internationale doit également être envoyée dans la partie du Corridor de Latchine et du Haut-Karabagh. Nous espérons qu'il y aura une coopération avec la partie russe dans ce domaine ». Dans ses propos le ministre russe a accusé l'Occident d'essayer de mettre fin aux relations étroites entre la Russie et l'Arménie en déclarant : « Nous avons également parlé des tendances inquiétantes de la situation dans le Caucase du Sud. Nous assistons à des tentatives non déguisées de la part des pays occidentaux de troubler les bonnes relations entre la Russie et l'Arménie (appelons un chat un chat), de saper l'architecture de sécurité régionale, en pensant et en se souciant en même temps non pas des intérêts des

pays situés ici, mais de leur propre géopolitique et intérêts égoïstes. Je suis sûr que de telles tentatives sont vouées à l'échec ».

Démission du maire d'Erevan/ Le 17 mars le maire d'Erevan, Hrachya Sargsyan, a démissionné sans avoir donné de raison à sa démission. Il a déclaré notamment : « (...) Et actuellement, alors que les élections du Conseil municipal approchent et que la rupture politique entre la municipalité et le gouvernement est éliminée, je considère que ma mission de maire d'Erevan est terminée et je voudrais annoncer ma démission. En même temps, je veux affirmer que je continuerai à faire partie de l'équipe politique et à travailler pour le développement de notre État. Comme on le savait auparavant, lors des prochaines élections du Conseil municipal, la liste du parti « Contrat civil » sera dirigée par Tigran Avinyan, et j'en ai parlé. J'espère que le parti « Contrat civil » obtiendra le vote de confiance des Erevaniens et aura l'opportunité de poursuivre la mise en œuvre des programmes d'importance vitale pour notre communauté ».

Commentaires de la porte-parole du MAE russe sur la possibilité que l'Arménie quitte l'OTSC/ En réponse à une question sur la possibilité que l'Arménie quitte l'Organisation du traité de sécurité collective, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a rappelé qu'un plan de déploiement d'une mission d'observation de l'OTSC en Arménie a été préparé et que l'élaboration de la décision correspondante a été pratiquement achevée lors de la réunion des organes statutaires de l'organisation tenue à Erevan. « En même temps, en raison de certaines demandes des partenaires arméniens, qui étaient problématiques pour d'autres membres de l'OTSC, il n'a finalement pas été possible de prendre cette décision » a déclaré Zakharova.

Entretien téléphonique entre le Premier ministre arménien et le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique/ Le 20 mars le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a eu un entretien téléphonique avec Antony Blinken, Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique. D'après le communiqué arménien, les interlocuteurs ont échangé sur les perspectives de normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et sur l'ouverture des voies de communication dans la région. Selon le communiqué américain, le secrétaire Blinken a remercié le Premier ministre Pachinian pour l'engagement continu de l'Arménie en faveur de la paix et a encouragé des mesures concrètes pour trouver des solutions aux problèmes en suspens ».

Déclarations de l'ancien « ministre d'Etat du HK/ L'ancien « ministre d'État » du Haut-Karabakh, Ruben Vardanyan, lors d'une réunion à Stepanakert avec des

représentants de la communauté locale, a déclaré : « Le 2 septembre, je suis venu ici en tant que soldat parce que je crois qu'ici, nous avons la même situation qu'il y a environ cent ans à Sardarapat. Nous devons tous être prêts à nous battre et à ne pas permettre la perte de l'Artsakh. Et peu m'importe d'avoir un poste ou non. Même si je reste seul, je me battrais pour cet objectif. Mais je suis sûr que je ne suis pas seul. Il y a beaucoup de gens qui pensent comme moi. Lorsque vous prenez cette décision, c'est très stimulant. Chacun de nous doit faire face à cette décision en lui-même. C'est une décision difficile, il n'y a pas de retour en arrière, et après cette décision, le seul moyen est d'aller de l'avant. Il peut y avoir des sacrifices en cours de route, mais c'est mieux que de perdre sa dignité ou sa patrie ».

Interview d'un membre français du Parlement européen/ La députée européenne Nathalie Loiseau a accordé une interview à l'agence de presse Armenpress, lors de laquelle elle a notamment déclaré « Si l'on demande des sanctions, il faut être certain qu'elles pourront être adoptées. Je ne sais pas si le Conseil de sécurité de l'ONU est prêt à cela. Les liens étroits entre la Russie et l'Azerbaïdjan ont déjà empêché le Conseil de sécurité de faire une déclaration l'année dernière.

Mais il y a une nouvelle réalité : la décision prise par la CIJ et le fait que Bakou n'en a pas tenu compte jusqu'à présent ».

Visite du Vice-ministre iranien des Affaires étrangères pour les Affaires politiques en Arménie/ Le 20 mars le Vice-ministre iranien des Affaires étrangères pour les Affaires politiques, Ali Bagheri Kani a déclaré : « Quelques heures après le début de la nouvelle année, le mouvement rapide de l'appareil diplomatique axé sur le renforcement de la politique de voisinage et la priorité donnée au Caucase a commencé. Je me rends à Erevan pour une visite de travail de deux jours à l'invitation de mon homologue arménien ».

Message de félicitations du Premier ministre arménien à l'occasion de Norouz/ Le 21 mars le Premier ministre arménien a fait un message de félicitations du Premier ministre Nikol Pashinyan aux représentants de la communauté kurde d'Arménie à l'occasion de Norouz. Il a également félicité le Président de l'Iran à cette occasion.

Participation de l'Azerbaïdjan aux Championnats d'Europe d'haltérophilie 2023 à Erevan/ Le vice-ministre de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports, Karen Giloyan a déclaré que selon des informations préliminaires, l'Azerbaïdjan a confirmé sa participation aux prochains Championnats d'Europe d'haltérophilie

2023 qui se tiendra à Erevan.

Commentaires du chef de la mission d'observation de l'UE en Arménie/ Lors d'une interview avec Armenpress le chef de la mission d'observation de l'UE en Arménie Markus Ritter a déclaré : « La tâche principale de la mission de l'UE en Arménie est de patrouiller la frontière internationale avec l'Azerbaïdjan et la ligne de confrontation et de faire des rapports à ce sujet. Nous envoyons des patrouilles chaque jour pour montrer le drapeau et apaiser les tensions. La deuxième tâche est ce que nous appelons une patrouille de sécurité humanitaire. Nous visitons régulièrement des villages qui ont été touchés par le conflit, pour donner un sentiment de sécurité aux gens, afin que les gens qui y vivent voient que la communauté internationale s'en soucie. Et notre troisième tâche, qui est plutôt une tâche à moyen terme, est de prendre des mesures dans le sens du renforcement de la confiance avec la partie azerbaïdjanaise. Mais en ce moment c'est très difficile. Ainsi, nous devons trouver des moyens d'arrêter cela. Mais en ce moment, notre tâche principale est d'effectuer des patrouilles ».

Rédaction : Taisya HOVHANNISYAN

Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes ou ayant trait à l'Arménie, parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun cas exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en Arménie.

12.Franceinfot

19 mars 2023

[L'Arménie sous les radars médiatiques \(francetvinfo.fr\)](https://francetvinfo.fr)

Aujourd'hui dans "Profession

reporter", l'Arménie et la situation toujours aussi tendue dans le Haut-Karabakh. Les précisions d'un grand reporter documentariste qui connaît bien la zone, Olivier Weber.

La situation de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan n'occupe pas vraiment la une de l'actualité. La guerre en Ukraine occulte un peu cette crise que quelques journalistes couvrent de temps à autre, en se rendant dans le Haut-Karabakh, point de crispation historique entre les deux pays. Parce que le sujet n'est pas assez couvert journalistiquement et expliqué, le grand reporter Olivier Weber et son ami écrivain, Sylvain Tesson, ont décidé de se rendre sur place pour tourner un film avec l'ambition de documenter le conflit.

Dans le Caucase du Sud, l'enclave arménienne du Haut-Karabakh en Azerbaïdjan reste un sujet de tensions, plus de deux ans après la guerre des 44 jours, que les Azéris avaient dominée avec le soutien de la Turquie. Un cessez-le-feu a été signé le 9 novembre 2020 sous l'égide de la Russie, mais alors que les négociations se poursuivent entre Erevan et Bakou, il n'y a pour l'heure aucun accord de paix.

À la frontière, les incidents se multiplient

En septembre dernier, des combats ont fait plus de 280 morts des deux côtés, faisant craindre une nouvelle guerre. L'Arménie s'est alors tournée vers son

allié, Moscou, pour qu'il envoie les troupes de l'organisation du traité de sécurité collective, par lequel les deux pays sont liés. La Russie, accaparée par la guerre en Ukraine, peine à jouer son rôle d'arbitre dans la région, et les conséquences sont désastreuses sur le terrain.

Depuis le 12 décembre 2022, le corridor de Latchin, cordon ombilical reliant la république autoproclamée de l'Artsakh (Haut-Karabakh) au reste de l'Arménie, est bloqué par des miliciens azéris ou agents parfois déguisés en manifestants écologistes. Près de 120 000 personnes demeurent coupées du monde, les stocks de nourriture s'épuisent, le gaz est coupé. Les enjeux de Bakou sont clairs : asphyxier la population arménienne de l'Artsakh, pour l'obliger à quitter l'Azerbaïdjan. Les déplacements de

population sont nombreux, le sort des déplacés alarmant.

Une crise insuffisamment traitée par les médias

Parce qu'ils jugent que cette crise est sous-traitée médiatiquement - d'autres crises internationales comme la guerre en Ukraine ont des retentissements plus factuels - la situation en Arménie, toute aussi désastreuse soit-elle, s'est enlisée dans un conflit dit de basse intensité. Le grand reporter Olivier Weber et l'écrivain Sylvain Tesson ont projeté de documenter la situation dans ce corridor, par le tournage d'un film documentaire.

Traditionnellement, un tel projet passe par des présentations à des chaînes de télévisions ou des sociétés de production pour financer le film. L'urgence de la situation fait que le journaliste et

l'écrivain, avec l'équipe de réalisation, n'ont pas le temps d'entreprendre les démarches. C'est maintenant qu'il faut aller sur le terrain, faire les images, recueillir les témoignages, recouper les informations.